

santé publique

On a encore oublié la santé ! Propositions pour une médecine de qualité et de solidarité

François Grémy, avec Nicole Prioulaud, préface du professeur Maurice Tubiana
Paris : éditions Frison Roche, collection « Les propos d'un homme libre », mars 2004, 274 pages, 19,50 euros.



Le professeur François Grémy présente cet ouvrage comme un questionnement : « oser poser des questions tabous, et ouvrir des pistes de réflexion ». Pour lui, « c'est toute la conception de la médecine qui est à revoir : il s'agit désormais de prendre en charge non plus un ou plusieurs épisodes morbides séparés, mais des processus de longue durée, depuis l'exposition à des facteurs de risque jusqu'au développement de pathologies qui le plus souvent vont durer très longtemps sinon toute une vie » ... En effet, il reste des sources d'inégalité devant la santé dues à des conditions de vie

dépendant d'un ensemble de faits apparemment étrangers : l'urbanisme, les transports, l'éducation, les facteurs sociaux ou la politique sociale... La médecine peut-elle dans ce contexte être considérée comme la seule responsable des progrès de la santé de la population ? Quelle est la part de son système d'intervention sanitaire dans ces progrès ?

D'après l'auteur, il ne faut pas renoncer à améliorer le système d'intervention de la médecine, il faut le réorienter et le recentrer, en changeant les habitudes... et les mentalités. En posant à plat les questions concernant tous les aspects de la médecine et ceux qui influencent la santé (médecins ou administratifs), l'auteur désire que à la lecture de son ouvrage, chacun réfléchisse à la situation de la santé publique et prenne conscience qu'on ne peut avancer sans un certain élan de responsabilité commune.

hôpital

L'hôpital innovateur : de l'innovation médicale à l'innovation de service

F. Djellal, C. Gallouj, F. Gallouj, K. Gallouj
Paris : Masson, mars 2004, 132 pages, 36 euros.

Avec plus de 800 000 agents hospitaliers, des dépenses dont le poids frôle 4 % du PIB et un maillage sur le territoire français de plus de 1 000 établissements, l'hôpital public est incontestablement un acteur économique majeur. Cet ouvrage permet d'appréhender l'hôpital dans sa globalité, à la fois en tant qu'organisation et en tant qu'élément de réseau. Les auteurs

démontrent que l'innovation n'est pas cantonnée au seul domaine médical et technique, mais qu'elle réside aussi dans diverses activités de services, non médicales comme l'accueil, la prise en charge des patients, l'hôtellerie, la restauration, le commerce, le nettoyage, etc. Ils dressent ainsi une grille d'analyse structurée et systématique de l'innovation hospitalière, qui permet de comprendre que la question de l'innovation à l'hôpital ne peut pas être envisagée sans le complexe « multiservices » qui regroupe et coordonne des services certes médicaux mais aussi non médicaux, car ces derniers participent directement ou indirectement à la finalité générale de la qualité des soins des malades.

responsabilité sociale

Quelle responsabilité sociale pour les facultés de médecine ?

Santé publique, numéro hors série,
avril 2003, 226 pages, 24 euros.

Ce dossier de santé publique a été réalisé à partir d'un colloque, organisé en novembre 2002, par la faculté de médecine et de pharmacie de Besançon, intitulé « Vers l'unité pour la santé : quelle responsabilité sociale des facultés de médecine ? » En 1995, l'OMS, constatant l'impossibilité d'atteindre l'objectif de l'accès pour tous à la santé en l'an 2000, adoptait une résolution appelant les États membres à « réorienter l'enseignement de la médecine et

la pratique médicale en faveur de la santé pour tous ». L'OMS invitait les facultés de médecine à s'inscrire dans la démarche, en faisant la preuve de leur « responsabilité sociale ». Lors du colloque, les questions et les enjeux de cette responsabilité sociale ont été explorés et des exemples de partenariat et de réalisations concrètes ont été décrits pour illustrer l'approche « Vers l'unité pour la santé » : création d'un centre d'accueil des victimes d'agressions sexuelles et de maltraitance par deux établissements hospitaliers ; création du Réseau d'aide au diagnostic et aux soins des urgences neurologiques en Franche-Comté impliquant l'hôpital, la ville, les institutions et l'université.

enfance

Santé des enfants et des adolescents : propositions pour la préserver

Inserm, expertise opérationnelle,
de l'expertise collective à l'action,
2003, 187 pages, 22 euros.

À la demande de la Canam, un groupe de travail réuni par l'Inserm a étudié et élaboré des propositions d'actions de prévention et d'éducation à la santé pour les enfants et les adolescents en population générale, pour faire face à certaines pathologies (troubles mentaux, obésité, alcoolisation) dont la prévalence tend à augmenter considérablement et dont les complications peuvent, à long terme, avoir des répercussions funestes sur leur santé. Ces pathologies sont liées en grande partie aux transformations des modes de vie qui ont eu lieu depuis une trentaine d'années. La première partie de cet ouvrage porte principalement sur les études de prévention de l'obésité, des troubles émotionnels et de la consommation d'alcool. La deuxième partie est consacrée aux programmes na-

tionaux de santé en cours : le programme national nutrition santé, le programme d'actions de santé mentale, la stratégie nationale d'action « alcool » et l'éducation pour la santé dans le système scolaire français. La troisième partie propose de nombreuses actions concrètes dans l'environnement des jeunes, aussi bien la santé physique, concernant la santé mentale que la prévention du risque alcool. À la fin de l'ouvrage, 17 propositions récapitulent à l'intention des populations cibles et des décideurs concernés les actions sélectionnées pour prévenir et éduquer les jeunes en matière de santé.



enfance

Enfants victimes d'infractions pénales : du signalement au procès pénal

Direction des Affaires criminelles et des Grâces, décembre 2003, 87 pages.

L'objectif de ce guide est de mettre en valeur les bonnes pratiques permettant d'accroître l'efficacité des circuits d'information, de constatation et de prise en charge des mineurs victimes d'infractions pénales et de les étendre au plan national. Comparés aux autres pays européens, les dispositifs de protection des mineurs victimes en France sont parmi les plus complets (dispositif législatif important, nombreuses initiatives de terrain). Les orientations

nationales visent à identifier et à signaler les maltraitances le plus rapidement possible et à assurer un réel accompagnement des mineurs sur les plans juridique, psychologique et social. Mais l'efficacité des dispositifs ne peut être exercée sans le concours d'une pluridisciplinarité, d'un décloisonnement et d'une mobilité de l'ensemble des professionnels concernés et impliqués. À l'heure actuelle, les initiatives relèvent surtout du local et ne se concrétisent pas selon les sites de la même manière, ce qui rend la protection des enfants inégale. On trouvera dans ce guide des réponses aux questions suivantes : Comment signaler un enfant en danger ? À qui signaler ? Comment recueillir efficacement le témoignage d'un enfant victime et réaliser sa prise en charge thérapeutique, comment améliorer les expertises et accompagner l'enfant jusqu'au procès pénal et préconiser et pérenniser des actions pertinentes ? Enfin, où s'adresser pour obtenir des informations ?



enfants handicapés

Un heureux événement ? Les parents d'enfants handicapés sont créateurs de savoirs pour tous

Marc de Maeyer
Paris : Association

Denise Legrix, Unesco : 2004, 187 pages et cassette vidéo.

Sous le titre « un heureux événement ? », cet ouvrage regroupe les expériences de 14 familles en provenance de Belgique, de Finlande, de France et de Roumanie qui exposent ce que les parents ont vécu à la naissance de leur enfant handicapé, comment ils se sont occupés de cet enfant au sein de la famille avec les frères et sœurs et ont créé des outils lui

permettant d'avoir une certaine autonomie quotidienne pour qu'il puisse vivre le plus « normale-ment possible » avec les autres... Les associations partenaires sont prêtes à diffuser ces témoignages disponibles sous forme de deux documents (livre et cassette vidéo) dans les pays qui le souhaiteraient. En effet, ces témoignages peuvent servir à d'autres parents, au corps médical et paramédical ainsi qu'aux intervenants sociaux et contribuer à une réflexion plus générale aux niveaux national et européen dans l'élaboration des politiques sociales, de santé et d'éducation.

Dans le cadre du programme Socrates, « Un heureux événement » a été financé avec le soutien de la Communauté européenne.

Le livre et le film ont été réalisés par Marc de Maeyer, expert de la Communauté française détaché à l'Unesco.

Guide des conduites à tenir en cas de maladie transmissible dans une collectivité d'enfants

Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF) vient d'élaborer un guide destiné aux médecins traitants et aux médecins des collectivités d'enfants qui doivent, avec les directeurs de ces collectivités, prendre des mesures en cas de maladies transmissibles. Ce guide, composé de 42 fiches, correspondant chacune à une pathologie, révisé les mesures d'éviction scolaire définies par l'arrêté du 3 mai 1989. Cette révision prend en compte l'évolution des connaissances scientifiques et des avancées thérapeutiques en matière de traitement curatif et prophylactique depuis 1989. www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/maladie_enfant/accueil.htm, 54 pages.

L'assurance maladie : débat, questions, propositions pour une vraie réforme

La mission d'information présidée par Jean-Louis Debré a sorti un rapport en juin 2004 (n° 1617, deux tomes) résultant de nombreuses auditions (partenaires sociaux, ministres concernés, professionnels de santé, experts) et de tables rondes qui se sont déroulées selon une thématique en trois étapes : Quels sont les principes qui doivent continuer à régir l'assurance maladie ? Le diagnostic des difficultés actuelles est-il partagé ? Quelles sont les solutions pour une réforme pérenne ? Ce rapport ne se substitue pas au gouvernement, mais contribue à la réflexion collective par les travaux des membres de la mission, qui apportent des avis parfois divergents sur les sujets traités lors des auditions. En

effet, alors qu'ils se sont facilement accordés sur les principes fondamentaux de notre système d'assurance maladie, les membres de la mission n'ont pas pu aboutir à un consensus complet.

www.assemblee-nationale.fr

Assurance maladie

Un dispositif d'information pour expliquer la réforme pour l'assurance maladie est disponible sur le site Internet du ministère de la Santé : les principaux éléments proposés sont les suivants : les grandes étapes de la réforme, les institutions, les principaux repères (historique, chiffres-clés, l'assurance maladie en Europe), une salle de presse, des actualités et des dossiers thématiques ainsi qu'un lexique et des liens vers d'autres sites. Les internautes ont également la possibilité de poser une question par mail.

www.sante.gouv.fr et cliquer dès la page d'accueil sur « Réforme pour l'assurance maladie ».

Sécurité sociale

Commission des comptes de la Sécurité sociale : résultats 2003, prévisions 2004

Ce rapport, en date de juin 2004, présente les comptes quasi définitifs du régime général pour l'année 2003 et les prévisions actualisées pour 2004 : régime général *stricto sensu* (mai-juin) et tous régimes, y compris régime général (septembre). Le rapport est composé d'une synthèse, des recettes du régime général et des fonds, des prestations du régime général et des fonds, des comptes du régime général, puis d'annexes.

www.social.gouv.fr/htm/dossiers/ccss/a-04/ccss0406/sommaire.htm